

Dis, l'Europe c'est loin?

Autor(en): **Ghelfi, Jean-Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **26 (1989)**

Heft 956

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1011092>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Dis, l'Europe c'est loin?

Le premier ministre britannique ne veut ni d'une Europe sociale ni de l'union économique et monétaire. L'Europe doit devenir un grand marché de libre-échange, et rien de plus. D'accord pour les affaires, le commerce et les capitaux, mais pas pour la solidarité et la lutte contre les inégalités.

Cette position intransigeante a déjà eu pour résultat que les syndicats britanniques, au départ hostiles à la Communauté européenne, soutiennent désormais le président de la Commission, Jacques Delors, qui les avait appelés à rejoindre «le parti des architectes». L'attitude de la Dame de fer est certainement aussi la cause de l'échec des Tories, largement devancés par le Labour, lors des récentes élections européennes.

On peut certes ironiser sur la position adoptée par Mme Thatcher qui l'amène à un isolement croissant au sein des Douze. Mais alors que faut-il penser de la nôtre, telle qu'elle a été officiellement définie par le Conseil fédéral dans son rapport d'août dernier, et ratifiée par les Chambres fédérales?

Notre attitude est en fait considérablement plus intransigeante. Non seulement nous ne voulons pas entendre parler d'une adhésion à la Communauté. Mais en plus nous tenons tellement à sauvegarder notre indépendance que nous nous mettons à dos nos partenaires de l'AELE, qui ne cachent pas leur irritation à notre égard, allant jusqu'à nous traiter de saboteurs. La Norvège, la Suède et la Finlande n'excluent plus désormais un éclatement de l'AELE car, eux, ne veulent pas rater le train de l'intégration européenne.

Notre intransigeance ne s'exprime d'ailleurs pas seulement dans le domaine politique (souveraineté nationale). Elle touche aussi aux questions sociales. Le rapport du Conseil fédéral ne consacre ni un chapitre ni même un paragraphe à l'Europe sociale et aux dispositions déjà prises ou envisagées en matière de protection des salariés et de leur participation dans les entreprises.

S'il y a un pays pour lequel l'Europe est celle du business et rien d'autre, c'est la Suisse. A côté d'elle, Mme Thatcher fait figure de Dame de fer... blanc.

Le pire n'étant jamais certain, rien ne permet encore d'affirmer que l'AELE éclatera effectivement, ni même, le cas échéant, que nous ne parviendrons pas, seuls, à négocier des arrangements avec la Communauté. Nous continuons en effet d'être un client intéressant pour elle puisque nous en importons plus de produits que nous en exportons.

A terme d'ailleurs, la Communauté pourrait certainement s'accommoder d'une Suisse indépendante, comme la France peut le faire avec Monaco, et la Suisse avec le Lichtenstein. Mais ce serait admettre notre marginalisation progressive, notre satellisation, décrite officiellement comme la pire des solutions.

C'est la raison pour laquelle, selon les termes du secrétaire d'Etat Franz Blankart, la Suisse «ne pourra éviter d'adhérer à la Communauté européenne qu'à condition d'en rester capable». Propos à la fois clairs et sibyllins qui laissent entendre que tout est affaire de capacité industrielle et financière. Mais suffira-t-il vraiment à la Suisse de rester compétitive par rapport à ses concurrents pour pouvoir différer à jamais la question de son adhésion?

Et d'abord, à quelle sauce les salariés seront-ils mangés pour que cette compétitivité soit préservée? Déjà maintenant, des patrons utilisent l'argument des inconvénients que font peser sur les entreprises leur non-appartenance à la Communauté pour s'opposer à certaines améliorations des conditions de travail.

Au fur et à mesure que les sociétés européennes apprendront à tirer avantage du marché unique, on peut s'attendre à un durcissement de la politique en Suisse, aussi bien de la part des entreprises que des pouvoirs publics. L'Europe sociale ne sera pas facile à mettre en place. La Suisse sociale n'ira assurément pas plus vite!

Tout économique que soit la Communauté, cette composante n'épuise pas son projet. L'Europe des citoyens, l'Europe culturelle, l'Europe scientifique progressent aussi.

Insensiblement, se créent de nouveaux réflexes et de nouvelles habitudes entre les gens, les institutions, les entreprises. Les mentalités évoluent. Cela se fera — se fait déjà — à côté de nous, par-dessus nos têtes. Sans nous. Demain, ce déficit sera le plus difficile à combler. Mais qui prend en compte cette dimension de l'intégration européenne dans nos helvétiques réflexions?

Certes, personne ne sait de quoi l'avenir sera fait. Pour le moment Gorbi nous permet de tout voir en rose, ce qui amène certains à penser, ici, que la paix est installée en Europe pour toujours. Au point qu'ils en oublient que Gorbi reste à la tête d'un système totalitaire dont la mutation démocratique est loin d'être assurée ni garantie, et que rien ne nous préserve d'une résurgence du fascisme dans l'un ou l'autre des pays d'Europe.

Mais c'est précisément parce que nous ne connaissons pas l'avenir et que les périls peuvent resurgir qu'il importe de se donner les moyens nécessaires pour tenter de maîtriser le premier et d'éviter le retour des seconds.

Il n'est pas sûr que le processus d'intégration européenne engagé par les Douze suffise pour répondre à cette double attente. Les querelles d'épiciers dans lesquelles la Communauté se débat tous les jours peuvent miner cette ambition et l'épuiser avant terme.

Au moins ne pourra-t-on pas reprocher aux dirigeants d'hier et d'aujourd'hui de ne pas avoir essayé. En revanche, on ne pourra pas en dire autant de ceux de notre pays qui nous proposent de nous comporter en braves spectateurs, attentifs à ne rien céder qui pourrait nous donner l'impression que nous allons manquer de quelque chose. Quitte à passer à côté de l'essentiel.

Jean-Pierre Ghelfi

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Jean-Pierre Ghelfi est économiste et député au Grand Conseil neuchâtelois.